



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 5 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **FERME EOLIENNE DE QUELAINES**

2 rue André Bonin  
69004 Lyon

Références : 2025-10\_INSP\_FERME ÉOLIENNE DE QUELAINES\_RAP

Code AIOT : 0006308553

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE QUELAINES implanté La Landelle - Le Prémaigre - Les Morennes - La Pièce du Bois 53360 Quelaines-Saint-Gault. L'inspection a été annoncée le 13/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE QUELAINES
- La Landelle - Le Prémaigre - Les Morennes - La Pièce du Bois 53360 Quelaines-Saint-Gault
- Code AIOT : 0006308553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme Éolienne de Quelaines exploite un parc éolien composé de trois aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune de Quelaines-Saint-Gault dans le département de la Mayenne. Les installations ont été autorisées par arrêté préfectoral du 9 février 2017 et par arrêté complémentaire du 23 avril 2018.

Les installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent". Les éoliennes disposent d'une hauteur de mat maximale de 108,38 mètres et d'une puissance de 2,35 MW. Le parc éolien a été mis en service le 18 décembre 2018.

L'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations sur la thématique du risque incendie.

L'inspection s'est rendue dans l'ensemble des parties basses des aérogénérateurs, ainsi que dans la nacelle de l'éolienne 1.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Vérification de la mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande d'action corrective	30 jours
5	Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	30 jours
7	Maintenance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Prescription à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
6	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est sensibilisé au risque incendie qui est présent sur ce type d'installation. Il doit veiller à ce que les contrôles électriques soient complets et à la levée des non-conformités dans les meilleurs délais.

Il doit programmer régulièrement des exercices sur son site afin de s'assurer de la bonne exécution des procédures mises en place.

Il doit veiller à ce que l'ensemble des extincteurs présents sur site soient régulièrement contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé que le constructeur des éoliennes va procéder à un changement des pales, suite à un diagnostic réalisé sur celles-ci (problème de structure interne qui nécessite une surveillance accrue ou un changement). Les voies d'accès ont donc été reprises récemment pour permettre le transport et la manœuvre des pales jusqu'aux éoliennes. Elles sont en bon état et les abords du site sont bien entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Vérification de la mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
<b>Constats :</b>  Le contrôle de la mise à la terre a été réalisé par le bureau VERITECH, en date du 03/04/2024. Le rapport ne mentionne pas l'accréditation de ce prestataire.  Le rapport de contrôle mentionne que la mesure de la continuité a été réalisée barrette fermée et que la valeur ne peut être garantie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra démontrer que ce prestataire est compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées.

Par ailleurs, il devra également s'assurer que lors du contrôle 2025, la mesure soit réalisée sans réserves.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

### N° 3 : Limitation des accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Limitation des accès

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

**Constats :**

L'inspection a pu constater que l'ensemble des accès aux éoliennes et au poste de livraison était fermé à clé.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que chaque porte dispose d'un capteur anti-intrusion qui se déclenche à l'ouverture. Ce capteur est en lien direct avec la centrale d'appel qui peut identifier les ouvertures qui ne sont pas en lien avec des opérations de maintenance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Prescription à observer par les tiers

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité des personnes

**Prescription contrôlée :**

[...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

Des panneaux d'affichage mentionnant les consignes de sécurité à respecter par les tiers sont présents au niveau de chaque accès aux éoliennes et au poste de livraison.

Le numéro de téléphone de l'exploitant est présent sur le panneau.

Certains affichages des soins aux électrisés n'était plus lisibles ou absents. Ces panneaux ont été remplacés par l'exploitant après la visite. Il a justifié de ce remplacement. Il a également procédé au nettoyage des panneaux pour les rendre plus lisibles après la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les attestations de formation du personnel Energie Team qui intervient sur le parc éolien. Le programme de la formation inclut une connaissance des procédures d'urgence et la simulation des situations à risque.  L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice d'entraînement sur ce site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra planifier un exercice d'entraînement sur le site et informer l'inspection de la date et du scénario retenu pour celui-ci. Il tiendra le compte-rendu de cet exercice à la disposition de l'inspection. Il est rappelé que cet exercice devra être indiqué dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 6 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'intérieur de la nacelle de l'éolienne 1 et que les pieds de mâts des 3 aérogénérateurs sont maintenus propres. Absence de stockage de matières combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Maintenance des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Les derniers contrôles électriques ont été réalisés par le bureau VERITECH, en date du 04/04/2023 et du 03/04/2024. Le rapport ne mentionne pas l'accréditation de ce prestataire.  Les contrôles réalisés sur le poste de livraison mentionnent des observations qui n'ont pas été signalées dans les rapports précédents. Cependant, l'inspection a constaté que les observations présentes sur le rapport 2023 (absence de pictogrammes d'évacuation sur les blocs d'éclairage de secours) n'ont pas été suivies d'actions de mise en conformité. Il est rappelé à l'exploitant que les observations mentionnées dans les rapports de vérification doivent être levées dans les meilleurs délais. Par ailleurs, les rapports mentionnent des limites d'intervention sur la réalisation de la prestation, qui sont identiques sur les rapports 2023 et 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra démontrer que ce prestataire est compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées. Il transmettra un plan d'action pour la levée de l'ensemble des non-conformités présentes sur le parc. Il devra veiller à ce que le prochain contrôle de vérification des installations électriques par un organisme compétent, ne présente pas de limites à la prestation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 8 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont

positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports de vérification des extincteurs réalisés par Qualiconsult exploitation.

Les rapports indiquent la présence de 3 extincteurs vérifiés par éolienne en 2023, et uniquement 2 extincteurs par éolienne en 2024.

L'inspection des installations classées a constaté, en pied de mât de chaque aérogénérateur, la présence d'un extincteur régulièrement contrôlé. Elle a également constaté que le registre de sécurité est bien complété et signé lors du passage de l'entreprise de contrôle.

Dans la nacelle de l'éolienne 1, l'inspection a constaté que seul 1 des extincteurs sur les deux présents était régulièrement contrôlé. Le plan présent dans le bas de l'éolienne ne mentionne la présence que d'un extincteur dans la nacelle et un en pied de mât.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra procéder soit à la vérification du deuxième extincteur de la nacelle, soit au retrait de l'extincteur non vérifié. Dans ce cas, le plan doit être mis à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite